

Au Sénat, cinq élus républicains s'opposent à la prise de contrôle du Groenland par Trump

DATE

7 janvier 2026

Un an après l'investiture du 119e Congrès, le Sénat, à majorité républicaine, s'est largement aligné sur les politiques les plus controversées de l'administration.

Les menaces proférées par la Maison-Blanche à l'encontre du Groenland, malgré l'opposition de son Premier ministre et de Copenhague, ont toutefois suscité l'opposition – assez inédite – de cinq sénateurs républicains.

Hier, mardi 6 janvier, la sénatrice démocrate Jeanne Shaheen et le républicain Thom Tillis, co-présidents du Groupe d'observation du Sénat sur l'OTAN, ont publié un communiqué en soutien à la défense de l'intégrité territoriale du Danemark, face aux menaces de l'administration Trump quant à une prise de contrôle du Groenland.

Il s'agissait d'une prise de position rare venant d'un élu républicain contre la Maison-Blanche de Donald Trump et sa politique expansionniste.

- Le Sénat comme la Chambre des représentants, tous deux à majorité républicaine, ont largement abandonné leur rôle de contre-pouvoir face à l'exécutif depuis le retour au pouvoir de Trump.
- Selon le premier article de la Constitution, seul le Congrès a le pouvoir de « déclarer la guerre ». En décidant des allocations budgétaires, celui-ci peut également contribuer à façonner la politique de l'administration, notamment via les fonds alloués au Pentagone.
- Toutefois, en matière militaire comme dans le domaine du commerce, de la politique migratoire ou des dépenses fédérales, la branche législative a progressivement abandonné une grande partie de son pouvoir à la Maison-Blanche au cours des dernières décennies.

Cette évolution s'est considérablement accélérée depuis janvier 2025.

- En juin, quelques jours avant les bombardements américains en Iran, le représentant du Texas Chip Roy et le sénateur de l'Arkansas et faucon sur le dossier iranien, Tom Cotton, reconnaissent que le Congrès avait « son mot à dire » en matière de politique étrangère et d'utilisation de la force armée, tout en précisant qu'il revenait au président de « donner le ton ».

Le Parti républicain dispose d'une majorité au Sénat

Au 7 janvier 2026.



*Bien qu'indépendants, les sénateurs Angus King et Bernie Sanders s'allient avec le Parti démocrate pour la plupart des votes.

Graphique: Le Grand Continent

Les lignes pourraient néanmoins être en train de bouger face aux menaces de l'administration à l'encontre du Groenland, pays constitutif du royaume

du Danemark, État membre de l'Union européenne et également l'un des alliés les plus fidèles des États-Unis dans le cadre de l'OTAN.

Tillis n'est pas le seul sénateur républicain à s'opposer ou, du moins, à exprimer de sérieuses préoccupations quant aux menaces de Trump.

- Selon une recension réalisée par la revue, au mercredi 7 janvier, 5 sénateurs républicains sur 53 ont signalé leur opposition à une prise de contrôle par la force du Groenland.
- En plus de Tillis, Lisa Murkowski et Rand Paul, qui s'étaient opposés aux actes hostiles entrepris par Washington contre le Venezuela lors d'un vote qui s'était tenu début novembre, Joni Ernst et Jerry Moran, ont également signalé leur opposition.

Cinq sénateurs républicains s'opposent à une annexion du Groenland par les États-Unis

Au 7 janvier 2026.

Élu	État	Prochaine élection	Déclaration	Date
Lisa Murkowski	Alaska	2028	«Alors que le Groenland trace son avenir, nous devons le considérer comme un allié, et non comme un atout, et nous concentrer sur la poursuite de notre partenariat plutôt que sur sa possession.»	7 janvier 2026
Joni Ernst	Iowa	Ne se représente pas (2026)	Les États-Unis devraient travailler avec leur allié comme « de bons partenaires du Danemark ».	6 janvier 2026
Jerry Moran	Kansas	2028	«Nous n'allons pas prendre le contrôle d'un autre pays qui est notre allié.»	6 janvier 2026
Rand Paul	Kentucky	2028	«Je ne soutiendrais évidemment pas une occupation militaire du Groenland.»	6 janvier 2026
Thom Tillis	Caroline du Nord	Ne se représente pas (2026)	«Lorsque le Danemark et le Groenland affirment clairement que le Groenland n'est pas à vendre, les États-Unis doivent honorer leurs obligations conventionnelles et respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Royaume du Danemark.»	6 janvier 2026

Tableau: Le Grand Continent • Source: Groupe d'études géopolitiques

Cinq sénateurs républicains soutiennent ouvertement le projet d'acquisition du Groenland par les États-Unis (Tommy Tuberville, Eric Schmitt, Bernie Moreno, Ted Cruz et Ron Johnson), sans toutefois se prononcer sur la perspective d'une action militaire, six ont fait des déclarations ambiguës, signalant notamment qu'il était « trop tôt » pour se prononcer sur ce sujet, et 37 n'ont pas encore fait connaître leur position.

- Le sénateur de Caroline du Sud et proche allié de Trump, Lindsey Graham, qui a apporté son soutien à une intervention militaire américaine à Cuba, a déclaré mardi 6 janvier : « Le Groenland, c'est une autre histoire [...] Tout le monde souhaite que nous renforçons notre présence au Groenland afin de contrer l'influence russe et chinoise dans l'Arctique. Je suis tout à fait

d'accord avec cela. Je pense que Trump se demande quelle sera la nature juridique de nos relations ».

- John Thune, leader de la majorité, a rejeté la perspective d'une prise de contrôle par la force en déclarant : « Je pense que c'est probablement mettre la charrue avant les bœufs. Je ne vois pas l'action militaire comme une option dans ce cas ».
- La porte-parole de la Maison-Blanche, Karoline Leavitt, a déclaré hier, mardi 6 janvier dans un communiqué que « le recours à l'armée américaine [pour saisir le Groenland] est toujours une option » ^①.

SOURCES

- ① Claudia Ciobanu et Stefanie Dazio, « White House says military 'always an option' in Greenland as European leaders reject US takeover », Associated Press, 7 janvier 2026. ↑